

LA COMMUNE

Le 18 mars 1871, le général d'Aurelle de Paladines lance une proclamation à la Garde nationale de la Seine.

« LE GOUVERNEMENT VOUS APPELLE A DEFENDRE VOTRE CITE, VOS FOYERS, VOS FAMILLES, VOS PROPRIETES.

- Quelques hommes égarés, se mettant au dessus des lois, n'obéissant qu'à des chefs occultes, dirigent contre Paris les canons qui avaient été soustraits aux Prussiens.

- Ils résistent par la force à la garde nationale et à l'armée.

- Voulez-vous souffrir ?

- Voulez-vous sous les yeux de l'étranger prêt à profiter de vos désordres, abandonner Paris à la sédition ?

- Si vous ne l'étouffez pas dans son germe, c'en est fait de Paris et peut-être de la France ! De la République.

- Vous avez leur sort entre les mains.

- Le gouvernement a voulu que vos armes vous fussent laissées.

- Saisissez les avec résolution pour rétablir le régime des lois, sauver la République de l'Anarchie, qui serait sa perte ; groupez vous autour de vos chefs, c'est le seul moyen d'échapper à la ruine et à la domination de l'étranger. »

Puis, c'est une offensive mal préparée, dans la direction des points chauds de la Capitale (Belleville - Montmartre - La Bastille - Le Luxembourg).

- A trois heures du matin, l'armée s'est mise en marche.

- Le but est de récupérer les pièces d'artillerie que les Parisiens avaient mises en batterie pendant le siège.

- L'effet de surprise aidant, la troupe du général Lecomte occupe rapidement la Butte Montmartre.

- Quelques coups de feu seulement ont été échangés.

- Les gardes nationaux, de garde aux canons, sont dispersés.

- Pour descendre les pièces vers l'esplanade des Invalides, il ne manque que des attelages (l'Intendance ne suit pas toujours).
- Quelques gardes nationaux, en fuite, alertent la population.
- Le tocsin sonne et très vite la foule entoure les soldats et réclame « ses canons » dont certains ont été fondus grâce à des souscriptions.
- Elle crie « A BAS VINOY » (Vinoy est le général qui commande l'armée de Paris) « A BAS VINOY », « NOS CANONS ».
- Elle se fait pressante. Des femmes s'approchent des soldats, leurs expliquent le sens de leur lutte, leurs demandent s'ils tireront sur leurs frères.
- Les gars du 88^{ème} de ligne sont hésitants.
- Au moment où, gardiens de la paix et gardes républicains répondant à l'ordre des commandants Poussargues et Vassal s'apprêtent à tirer... une voix s'élève (celle du sergent Verdaguer) « Camarades ! Armes à terre ».
- Les lignards, certains mettant la crosse en l'air, fraternisent avec les gardes nationaux des 152^{ème} et 228^{ème} bataillons.

La Commune de Paris est née de cet incident localisé... elle va vivre 72 jours de lutte héroïque.

- A neuf heures et demi, la brigade de choc n'existe plus.
- A dix heures et demi, le Préfet de police télégraphie aux autorités gouvernementales : « Très mauvaises nouvelles de Montmartre : la troupe n'a pas voulu agir. Les batteries, leurs pièces, les prisonniers, repris par les insurgés qui ne paraissent pas descendre. Le Comité Central serait au parc de la rue Basfroi. Ce mouvement très intense au 11^{ème} arrondissement et rue de la Roquette. »
- A onze heures dix huit, Le Luxembourg est envahi par la Garde nationale qui fraternise avec la troupe.
- A Ménilmontant et à Belleville, le général Faron aurait pu réussir, mais, toujours faute d'attelage, il bat en retraite, à onze heures du matin, devant la population menaçante.
- A midi : les rapports communiqués à Thiers lui dictent sa décision : retraite derrière la Seine et évacuation de la Capitale.

- A quatre heures de l'après-midi, un nouveau groupe de gardes nationaux amène le général commandant la garde nationale : Clément-Thomas. Il a été arrêté, place Pigalle, après le départ des troupes. A son attitude, on l'a soupçonné de faire de l'espionnage pour le compte du gouvernement. Clément-Thomas est détesté pour son rôle, en juin 48 et dans la sortie sanglante de Buzenval pendant le siège. Cette arrivée déclenche le drame.

- La foule défonce portes et fenêtres, pénètre dans la petite salle. Le Commandant fédéré Herpin-Lacroix essaie d'empêcher un massacre en proposant qu'une cour martiale soit instituée. On ne l'écoute pas. Lecomte et Clément-Thomas sont poussés vers le mur du petit jardin attenant à la maison. Des coups de feu éclatent. Clément-Thomas est abattu par 19 coups isolés. Lecomte, atteint par un coup de Chassepot tiré par derrière, est tué aussi.

- Sur les grands boulevards restés plus calmes, les gens manifestent aux cris de « VIVE LA REPUBLIQUE, A BAS VINOY, VIVE LA LIGNE ». sans l'avoir souhaité, le peuple de Paris est maître de sa ville.

- Léon Trotsky dira plus tard : « Si le 18 mars, le pouvoir se trouva entre les mains du prolétariat Parisien, ce ne fut pas parce que celui-ci s'en était emparé mais parce que ses ennemis avaient quitté Paris. »

Ces meurtres ont calmé la colère de la foule. Sauvés par ce revirement (fréquent dans les mouvements populaires) les autres prisonniers échappent à la mort.

- Ils sont reconduits au « Château-Rouge » où le maire du 18^{ème}, Georges Clemenceau, ceint de son écharpe, arrive à son tour en criant « PAS DE SANG, MES AMIS, PAS DE SANG. »

- Les manifestants quittent rapidement la rue des Rosiers et se dispersent.

- Le pouvoir central ne manquera pas d'évoquer ce drame pour justifier une répression féroce.

- Le sergent Verdaguer sera condamné et exécuté pour son « CAMARADES ! ARMES A TERRE », mais notre Frère Herpin-Lacroix, qui a tout fait pour sauver les deux généraux, le sera aussi.

- Pourtant, dans d'autres points de la Capitale des officiers prisonniers seront sauvés par l'intervention de responsables fédérés ; c'est le cas du général Changy arrêté en grand uniforme à la gare d'Orléans.

Partout les lignards crient « VIVE LA REPUBLIQUE » et livrent leurs fusils.

- A dix neuf heures trente l'hôtel de ville est cerné.

- Le maire de Paris, Jules Ferry, la quitte et se rend à la mairie du 1^{er} arrondissement (près du Louvre).

- Bientôt, il se sauvera par Saint Germain - L'Auxerrois qui jouxte, couchera chez un ami sûr et le lendemain gagnera Versailles.

- Des barricades se dressent rue de Rivoli, sur les quais, mais aussi : faubourg Saint Antoine, rue de Montreuil, place Voltaire, place de la Bastille.

• • •

Comme dans chaque grand drame de l'histoire, la forme de pensée des acteurs comportait de multiples facettes.

Au côté du patriote ulcéré dans son sentiment nationaliste par Metz et Sedan, se retrouvaient des nationalistes d'origine bourgeoise (voire aristocratique comme Rochefort) qui par conviction et par genre de vie s'étaient faits les collaborateurs des feuilles d'opposition et apportaient dans la vie politique une tradition révolutionnaire de type héroïque.

Les membres de la toute jeune 1^{ère} Internationale, partagés entre diverses tendances, cherchant une voie dans les directions indiquées par Proudhon, Karl Marx ou Michel Bakounine, prirent le train en marche puisqu'ils ne se rallièrent à la Commune que le 23 mars.

Les étrangers que la Commune accepta dans ses rangs : Polonais, Italiens, Belges, Russes, Hongrois etc. Emigrés, chassés de leur pays à la suite des mouvements sociaux et politiques de ce siècle (considérés alors comme des soldats de la République Universelle suivant ainsi le conseil de Marx : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

Puis les hommes et les femmes de la base.

Certains « indésirables », la foule que l'on retrouve dans tous les désordres (sans pour autant qu'aucune inculpation ne soit retenue pour vol, par les conseils de guerre de la répression).

Mais aussi les purs : les combattants de toutes les luttes du prolétariat pour l'abolition de cette condition qu'ils n'ont pas apprise dans les livres.

Les souffrances du siège, le froid, le manque de nourriture (on a vendu du rat sur les marchés) ont accentué le ressentiment du Peuple de Paris envers la classe dirigeante issue de la proclamation du 4 septembre.

Quelques prix donnent une idée de la pénurie pendant le siège. Sur les marchés, le chien coûte de 4 à 5 F la livre, le chat de 20 à 30 F, le rat 2 à 3 F pièce.

La solde du garde national est de 1 F 50 par jour (les « trente sous » du mépris de Versailles).

Le 10 mars, l'Assemblée nationale avait décidé de rendre immédiatement exigible les loyers et les effets de commerce échus entre le 31 août, date du moratoire, et le 13 novembre (ainsi que les intérêts cumulés).

Cette mesure, qui touchait surtout Paris (principale victime du siège) accentuant la misère de ses habitants, ne pouvait qu'envenimer leur rancœur.

• • •

Peut-être certains d'entre vous, qui n'attachent de valeur qu'à l'avenir sans admettre que la plupart des actes de demain ne seront que la répétition de ceux d'hier, se demandent ce que cet hommage vient faire dans une tenue maçonnique ?

C'est qu'un nombre important des acteurs de cette tragédie étaient nos Frères.

Comme notre pavé mosaïque, certains étaient teinté de blanc, d'autres teintés de noir.

Suivant ses penchants, chacun y reconnâtra les siens.

Pour moi, c'est fait depuis l'enfance, avec la conviction que ce n'était pas du côté de la couleur blanche que se trouvait la pureté.

Sur les 12 membres que comptait en 1870 le gouvernement provisoire, 9 sont F.: M.: : Arago, Adolphe Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Léon Gambetta, Garnier Pagés, Eugène Pelletan, Picard et Simon. Ils appartenaient soit au G.: O.:, soit au Rite Ecossais.

Le 4 septembre 1870, le jeune blanquiste Granger prenait à la chambre la place du président Schneider et réclamait la déchéance de l'Empire et la proclamation de la république.

- Mais Jules Favre, dans une habile manœuvre politique, demandait que cette proclamation ait lieu à l'hôtel de ville, déplaçant ainsi cet acte de portée nationale dans le désir de préserver l'avenir.

- Inconsciemment il renforçait ainsi le sentiment de fierté des Parisiens et sa confiance en sa Commune.

- Déchéance de l'Empire après cette guerre mal préparée. Le soldat étant armé d'un matériel insuffisant (mis à part le fameux chassepot). L'intendance livrée à l'improvisation ne suivait pas. La discrétion la plus élémentaire n'était pas respectée.

- Au début des hostilités le quartier général siégeait à l'hôtel de l'Europe ouvert à tout venant.

- L'état-major travaillait dans une petite salle où les étrangers pénétraient aussi facilement que les chefs.

- L'hôtel regorgeait de monde, des journalistes y logeaient, des officiers y amenaient leurs femmes (un général y installait sa famille).

- Une foule de gens curieux et bavards remplissaient la cour, les escaliers, les couloirs et le correspondant de la gazette anglaise « Le Standard » publiait la composition exacte et l'emplacement des corps de troupe.

- A Metz, durant toute la guerre, les ordres à peine donnés furent connus dans la ville.

QUE VALAIT LA TROUPE ?

- La cavalerie, élégante, superbe, ne se signala que par des charges aussi funestes qu'intrépides.

- Les artilleurs étaient habiles et courageux mais ne disposaient que de deux canons contre trois ou quatre à l'ennemi. Presque tous se chargeaient par la bouche alors que ceux des Prussiens se chargeaient par la culasse.

- L'infanterie était surtout formée par des soldats recrutés parmi les hommes que le manque d'argent empêchait de compenser le tirage d'un mauvais numéro. Le mot « patrie » ne faisait vibrer en eux aucune corde, aussi, dès les premiers jours, la discipline s'affaiblit rapidement.

- Surtout cette armée n'eut souvent à sa tête que des chefs inhabiles, indécis, dépourvus de l'esprit d'initiative, face à une armée prussienne (puis allemande après le ralliement de la Bavière et du Wurtemberg) supérieure en nombre et en qualité, en science militaire, appuyée sur un « arrière » que l'amnistie pour délits et crimes politiques avait rendu monolithique.

- Dès le 31 août 1870, la capitulation de Sedan livre aux Prussiens l'empereur Napoléon III, 39 généraux, 80 000 soldats, 10 000 chevaux et 650 canons.

- Le 27 octobre, Bazaine capitule à Metz livrant 3 maréchaux, 6 000 officiers, 170 000 soldats, 1 660 canons, 278 000 fusils, 3 millions d'obus, 23 millions de cartouches.

• • •

Thiers (qui a 73 ans) a une longue expérience de la vie publique. Avant tout « défenseur de l'ordre », il a été adversaire de l'Empire au nom des « libertés nécessaires ». Il s'est opposé à la guerre en juillet 70 parce qu'il jugeait le moment mal choisi, affirmant au corps législatif : « On ne peut plus faire la guerre capricieusement. Il faut que les nations assistant à la guerre, comme des témoins à un duel, vous approuvent, vous appuient de leur estime et de leurs vœux. Il faut, en un mot, avoir l'opinion du monde avec soi. »

Le 4 septembre (dans son opportunisme prévoyant) il ne s'est pas mouillé : « Il ne convient ni de reconnaître ni de combattre ceux qui vont lutter contre l'ennemi. »

Il ne participe pas au gouvernement de la défense nationale où se trouvaient plusieurs de ses amis, mais il se met à sa disposition et c'est tout naturellement que le 10 septembre, il accepte la mission que lui offre Jules Favre de plaider la cause de la France auprès des gouvernements neutres.

De ses démarches à Vienne, Londres, St Pétersbourg, il revient avec la conviction de la nécessité de faire la paix. Face à Gambetta qui continue à faire la guerre, il est chargé d'entamer les négociations avec Bismarck.

Il accepte l'amputation de l'Alsace et d'une grande partie de la Lorraine, mais met 4 jours pour garder Belfort, accordant en échange une concession de prestige au vainqueur qui va peser lourd au cœur des parisiens : l'entrée des troupes allemandes à Paris.

Face à l'assemblée qui l'interpelle sur ces pourparlers, celui que l'histoire va appeler « le libérateur du territoire » répond : « L'assemblée doit comprendre que sur un sujet aussi grave, il faut agir en homme sérieux. Il ne faut pas que les paroles vous entraînent. Ayez le courage de votre opinion : ou la guerre ou la paix . »

Pas d'enfantillages quand il s'agit de provinces très intéressantes ou du sort du pays tout entier.

Puis la fin de la séance, pour clore le débat : « C'est la conviction absolue que j'ai de l'impossibilité de continuer cette lutte qui m'a contraint à courber la tête sous le joug de l'étranger. »

Par 546 voix contre 107, l'assemblée lui donne pleins pouvoirs.

• • •

Comment le peuple de Paris en est-il arrivé à ce sursaut spontané du 18 mars ?

Comment se fait-il qu'il détienne des armes ?

- Augmentée à la demande de la gauche parlementaire (avec Jules Favre) à la fin du règne impérial, la Garde nationale, qui a pour mission l'aide à la défense de Paris, est formée de toutes les couches sociales de la société parisienne, parmi ceux qui ont eu la chance de tirer un bon numéro ou qui ont pu acheter un remplaçant.

- Ses bataillons reflètent un visage différent suivant l'arrondissement où ils ont été formés.

- Bourgeois dans les 7^{ème}, 9^{ème} et 16^{ème}, prolétariens dans les 11^{ème}, 13^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème}.

- Après Sedan et la capitulation de Metz, une fraction du peuple de Paris influencée par le Blanquisme (idée imprécise où la devise « Ni dieu ni maître » couvre surtout une révolte permanente contre l'autoritarisme, l'atteinte à la liberté) mais aussi par un nationalisme préconisera l'union sacrée devant l'envahisseur.

- Ce qui explique ce qu'il y avait de patriotisme bafoué dans l'origine de la Commune de Paris.

- L'opinion dominante était que la ville n'avait pas été battue, gênant ainsi les négociations de paix entamées à Ferrière.

- Le 31 octobre 1870 la capitale se soulève spontanément contre la demande d'armistice.

- Sursaut d'un corps meurtri qui devait encore se révolter le 22 janvier 1871 en apprenant ce qu'avait été la dernière tentative de sortie du siège : « la bataille de Buzenval. »

L'impression était, chez Mr Thiers et ses amis, que Paris ne plierait qu'après une saignée importante et tout se passe à Buzenval pour accréditer cette idée.

- La Garde nationale est sortie de Paris le 18 janvier au soir, elle a passé une nuit glaciale dans les champs du Mont Valérien, laissant aux Allemands le temps de préparer une vigoureuse riposte.

- Malgré ce contretemps l'attaque est menée avec vigueur par la Garde nationale et les mobiles qui s'emparent de la redoute de Montretout, du parc Buzenval, d'une partie de St Cloud et débouchent à Garches.

- Mais à l'autre aile, l'armée régulière du général Ducrot est en retard de deux heures. Alors les Allemands ouvrent un feu d'enfer sur les crêtes occupées par les Français, qui après un instant de fléchissement restent accrochés à leurs positions.
- Le commandant de Paris (Trochu), sans mettre en action les réserves massées entre Buzenval et le Mont Valérien (alors que de nombreux canons n'ont pas été mis en ligne) décide l'abandon de tous les points conquis et la retraite.
- Des bataillons reviennent furieux des lignes avec l'impression qu'on a tenté de saigner à blanc l'insupportable Garde nationale.
- Devant les maires de Paris réunis, Trochu conclut : « il n'y a plus rien à faire, tous les officiers sont d'accord, il faut capituler ».
- Le 22 janvier la foule et la Garde nationale descendent des faubourgs vers l'hôtel de ville et les mobiles bretons tirent.
- C'était la dernière explosion avant le 18 mars. La dernière après une longue série d'émeutes plus ou moins payantes où le prolétariat, principal acteur, était rarement le bénéficiaire. La première étant celle des 27, 28 et 29 juillet 1830 où l'insurrection mêlée des ouvriers et de la bourgeoisie avait chassé le dernier Bourbon pour le remplacer par un Orléans.

L'ouvrier de cette époque a-t-il des raisons d'être insatisfait ?

- La dépense annuelle de la famille ouvrière augmente en France jusqu'en 1825, puis elle plafonne et même fléchit, l'indice du coût de la vie s'élève plus vite que celui du salaire.
- L'effondrement n'est pas contestable dans le textile, le Canut de la Croix-Rousse voit sa paie tomber de moitié entre 1824 et 1830.
- Dès la fin d'août 1830 des mouvements de grève éclatent un peu partout, mais c'est à Lyon que pendant l'automne 1831, le mouvement évolue vers l'insurrection qui éclate le 21 novembre et sera victorieuse jusqu'à l'entrée du Duc d'Orléans à la tête de 20 000 hommes de troupe armés de 150 canons.
- C'est à cette occasion que Casimir Perier dira : « Il faut que les ouvriers sachent bien qu'il n'y a pour eux que la patience et la résignation ».
- Le 9 avril 1834, l'insurrection à Lyon a rebondi à Lyon (1 million d'ouvriers tiennent devant 12 000 hommes sans compter la police et la gendarmerie pendant 6 jours).

- La Croix-Rousse ne capitulera que le 15.
- Le 13, l'insurrection éclate à Paris dans des conditions où Thiers (alors ministre de l'Intérieur de Louis-Philippe) montre son habileté machiavélique.
- Aux Républicains il fait croire que les insurgés de Lyon sont victorieux et provoque ainsi le mouvement alors que le 12, il a déjà fait arrêter les chefs de la société des Droits de l'Homme.
- Le 14, les 40 000 hommes de Bugeaud, de Rumigny et de Turlon qu'anime le petit Thiers à cheval écrasent la révolte.
Thiers a dit : « Il ne faut pas de quartier » et Bugeaud : « Il faut tout tuer ».
- C'est, parmi d'autres, « le massacre de la rue Transnonain » immortalisé par Honoré Daumier.
- Le roi dira au pairs et aux députés venus le féliciter : « C'est une leçon pour ceux qui ont eu tant de fois la criminelle audace d'attaquer le gouvernement ».
- Une leçon que n'avait pas osé donner le préfet du Rhône Bouvier du Mollard en 1831, qui, craignant d'être taxé de faiblesse, avait écrit dans son rapport : « La souffrance est réelle parmi 60 000 à 80 000 ouvriers. A moins de prendre la cruelle résolution de les tuer tous, on ne pouvait répondre par des coups de fusils à la possible exposition de leurs besoins ».

• • •

La souffrance était-elle vraiment réelle ?

La petite bourgeoisie a un revenu de 1 800 à 2 000 francs par an. Mais à la Croix-Rousse, les ouvrières gagnent 300 francs en travaillant toute l'année 14 heures par jour sur des métiers où elles sont suspendues à l'aide d'une courroie afin de pouvoir se servir à la fois de leurs pieds et de leurs mains dont le mouvement continu est indispensable au tissage du galon.

Le revenu de la haute bourgeoisie est d'environ 12 000 francs soit 40 fois plus. Elle se paie des loyers de 1 000 à 1 200 francs (le dixième du revenu, ce qui a été longtemps en France la proportion pour se loger).

Comme ministre de Louis Philippe, « Monsieur Thiers » a un traitement de 100 000 à 120 000 francs (400 fois plus que l'ouvrière de la Croix-Rousse) auquel il ajoute des revenus comme écrivain, comme membre du Conseil d'Administration du Constitutionnel et en spéculant sur les terrains, puis sur les actions des chemins de fer.

Le peuple vit dans un état de sous-alimentation qui fait que vers 1830 à Lille, la moitié des enfants ne dépasse pas l'âge de 5 ans.

- Qu'à Mulhouse la longévité moyenne n'est que de 22 ans. Il suffit d'une récolte insuffisante pour que des milliers de pauvres gens succombent.

- La tuberculose ne pardonne pas, non plus que le choléra qui est un hôte assidu et fera en France 100 000 victimes.

- La plupart des ouvriers voit périr leurs enfants avec indifférence, quelquefois avec soulagement.

- Beaucoup s'estiment heureux d'avoir du travail, mais il en est qui le fuient.

- L'alcool fait des ravages.

- En 1828, 163 000 ouvriers du Nord sur 224 000 sont inscrits dans les bureaux de bienfaisance et nombreux sont ceux (sur toute l'étendue du pays) qui considèrent la prostitution des filles comme une ressource normale.

Le sentiment d'insécurité ne condamne pas l'ouvrier éclairé à l'inertie résignée.

La corporation sert de cadre à une résistance qui s'oppose à la dure loi de la libre concurrence sur le marché du travail, situation aggravée par l'apparition de la machine.

En France, survivent les compagnonnages (enfants de Salomon ou Gavots, de Maître Jacques ou Lou-Garou, du père Soubise ou Drilles, compagnons du Devoir du Tour de France) qui, bien que l'esprit particulariste les divise, hébergent, guident et secourent les adhérents.

Recrutés dans l'élite des ouvriers qui sont (par exemple) les charpentiers, les ébénistes, les bronziers, les céramistes, les verriers d'art, les typographes, c'est parmi ces hommes que l'on trouvera les dirigeants prolétariens pour les luttes qui marquent la moitié du XIX^{ème} siècle.

Alliés à la bourgeoisie, comme en 1830 - 1832 - 1834 - février 48, ils lutteront pour leur propre compte en 31 et 34 à Lyon et juin 48 où Thiers conseille l'emploi du canon pour en finir. (Journées marquées par la répression dirigée par Cavaignac dont le dictionnaire maçonnique de notre F. Ligou dit qu'il fut probablement maçon).

Période de lutte parallèle de la jeune bourgeoisie intellectuelle qui s'agite dans les lycées et dans les universités pour la liberté, et du prolétariat pour son pain.

• • •

De 1852 à 1858, le travail ne manque pas ; par la construction des lignes de chemin de fer, la métallurgie, les usines tournent à plein. Mais, paradoxalement, la masse des rétributions, en augmentant, réduit le pouvoir d'achat des travailleurs, situation aggravée par l'augmentation des loyers consécutive aux nouvelles constructions rendues nécessaires par l'urbanisation (à Paris celle d'Hausmann).

C'est aussi l'époque de l'apparition du gros capitalisme et de la haute banque qui vont commencer à diriger dans l'ombre les régimes successifs que l'espoir d'un progrès a porté au pouvoir.

Les Rotchilds par les chemins de fer.

L'heure des profiteurs de guerre. Erlanger émettant en Europe un emprunt pour les sudistes américains (le 1/3 du montant passant à l'équipement de navires qui ne seront même pas livrés).

Celle des fournisseurs, les Morgan, les Carnegie, les Rockefeller, Wanaker, Harkness, Forqukar aux Etats-Unis.

Forqukar fournissent des brancards pour le transport des blessés et Harkness du rhum et du whisky pour l'entretien du moral.

Gains des maisons qui fournissent du matériel de guerre, Krupp à Essen, Schneider au Creusot, Armstrong et Vickers en Angleterre, en Russie le Suédois Nobel ; Dupont de Nemours qui ravitaillent en poudre les 2 belligérants pendant la guerre de Crimée qui fera 800 000 morts.

C'est aussi les grèves qui se multiplient comme au Creusot et que l'on réprime dans le sang comme à la Ricamarie.

C'est dans ce climat de misère pour les uns et de folle insouciance pour les autres que la guerre de 1870 va être déclenchée.

La jobardise cocardière, les inévitables communiqués de victoire vont détourner le peuple de ses problèmes.

La révélation de la situation réelle fera vibrer la fibre patriotique et déclenchera la colère.

C'est à ce moment que notre F.: Auguste Blanqui lance son journal « La Patrie en danger » où il réclame la constitution d'une grande armée de défense, l'organisation de bataillons de soldats-terrassiers se servant aussi bien de la pelle et de la pioche que

du fusil pour défendre une seconde fois la Gaule contre les hordes du V^{ème} siècle venues engloutir la civilisation gréco-romaine, son aïeule.

Le gouvernement issu du 4 septembre, soucieux de gagner du temps, devant faire face à l'émeute après chaque concession faite au vainqueur, va du 31 octobre au 22 janvier, du 22 janvier au 18 mars, essayer d'étouffer la voix de Paris en colère.

La guerre entre l'armée de droit et les combattants de l'insurrection va durer 72 jours.

• • •

De fin mars au début avril, la bataille est une lutte d'avant-poste marquée par la bravoure des deux côtés et aussi par l'incompétence des commandements, plus marquée du côté des fédérés où le pauvre Bergeret se révèle bien incapable d'un plan d'ensemble des préparations.

C'est les 3 et 4 avril, la marche sur Versailles avec des effectifs dérisoires autant qu'héroïques qui devait coûter la vie, le 3, à cette sorte d'apôtre qu'était l'enseignant au collège de France : notre F.: Gustave Flourens, ancien combattant de la cause grecque en Crête en 1866, l'ardent républicain toujours partant pour une émeute à la tête de ses Bellevillois ; et le 4 à l'ouvrier fondeur blanquiste devenu général Duval (tous deux exécutés sans jugement par les versaillais).

Devant la carence de Bergeret, le commandement est confié à Cluzeret (ancien militaire de carrière), qui commandant en juin 48 a reçu la légion d'honneur pour sa participation à la répression de Cavaignac. Depuis, il a combattu en Amérique pendant la guerre de sécession et y a gagné la nationalité américaine et a adhéré à l'Internationale).

Il dirige une guerre défensive, avec selon son propre aveu des effectifs ne dépassant pas au total 6 000 à 6 500 hommes, où le temps n'aurait travaillé pour la Commune que si la Province s'était soulevée pour la soutenir.

• • •

Les mouvements dans les grandes villes de province (bien qu'importants) n'eurent qu'une existence éphémère et insuffisante pour alléger les luttes des combattants parisiens.

Lyon donna le signal : déjà en septembre 70 une révolte y avait fait naître une petite « Commune » et arborer le drapeau rouge.

- Animée par le Comité Central Fédératif et le Comité Central du Salut de la France qu'avait organisé notre Frère Michel Bakounine, une grande manifestation y avait eu lieu, conduite par Cluzeret (alors commandant des forces révolutionnaires du département du Rhône).

Flambées victorieuses mais épisodiques, du 22 au 25 mars, du 16 et 17 avril et enfin le 30 avril où le canon mit fin à l'insurrection.

- Le délégué de la Commune, notre Frère Amouroux, envoyé ; arrivé trop tard pour réanimer les énergies face à la troupe et à la police très supérieure en nombre.

A Marseille, notre Frère Gaston Crémieux (Vénérable de « la Réunion des Amis Choisis » à l'Orient de Marseille) et les insurgés se sont emparés de la préfecture le 22 mars.

- C'est le 5 avril que la ville, pilonnée du haut de Notre-Dame de la Garde, succombe sous les coups de l'armée régulière commandée par le général légitimiste Espivent de la Villeboisnet.

Thiers prétendit que la préfecture avait été prise à la hache d'abordage.

Alors commença une répression plus réduite mais aussi sauvage que celle qui allait ruiner l'insurrection parisienne (entre autre notre Frère Gaston Crémieux sera fusillé sur la plage du Pharo).

Mouvements aussi à Narbonne, Toulouse, Limoges, Perpignan, Grenoble, Bordeaux, Périgueux, Foix, Rennes et dans les régions où s'était manifesté la résistance au coup d'état de décembre 51.

Le mouvement communaliste n'a agité, et encore sporadiquement, que le midi. L'Ouest clérical, le Nord et l'Est sous le poing prussien n'ont pas bougé.

Le centre agricole a observé avec gravité la réaction antirépublicaine de Versailles mais a mal compris le sens des révoltes urbaines.

Sympathie aussi à Alger derrière son maire radical Vuillermoz, là, les déportés de 48 et 51 ont maintenu une tradition qui ne s'effacera jamais. Thiers enverra des troupes et le général de Gueydon pour calmer les esprits.

• • •

Pendant que les obscurs tombaient sur les remparts, qui dirigeait à l'hôtel de ville ?

La Majorité des délégués à la Commune de Paris était surtout formée de Radicaux, Républicains sincères imprégnés de la tradition de 93 et de foi Jacobine.

Ils étaient partisans d'un pouvoir centralisé, parlementaire, dont la forme démocratique s'exprimait par le suffrage universel. En ce sens, leur position n'était guère éloignée de celle de la gauche siégeant à Versailles.

Ils étaient proches des blanquistes et eurent tendance à ne pas se satisfaire des revendications originelles du 18 mars qui étaient les franchises communales ; pour tendre à substituer au gouvernement de Versailles (soupçonné d'un désir de « Restauration ») un gouvernement définitivement Républicain.

Ils ne pouvaient que s'opposer à la minorité formée de membres de « l'Internationale », partisans d'une refonte complète de la société, de l'institution d'une république fraternelle et égalitaire.

Les Internationaux devaient tenter de profiter de leur situation de fait, de leur mainmise sur les leviers de commande, pour expérimenter leurs idées de rénovation sociale.

Le 18 mars, le Conseil Fédéral de l'Internationale est dans l'inquiétude et se demande ce que pense le peuple au fond de sa conscience.

- Ses rapports avec le Comité Central et la Garde Nationale ne sont pas excellents.

Au début elle n'y compte qu'un homme, Eugène Varlin, qui toujours avisé des nécessités de l'heure avait proposé : « Allons là, non pas comme des Internationaux, mais comme Gardes, et travaillons à nous emparer de l'esprit de cette assemblée ».

- On ne l'avait pas suivi de peur de contaminer « l'Internationale » par ce contact impur.

Les internationaux pensent que le 18 mars n'a pour objet que la reconnaissance des franchises de Paris et que le but est atteint.

- Ils ont conscience que la lutte est engagée dans une ville assiégée, après 5 mois de souffrance, alors qu'un blocus peut raréfier encore, et même bloquer un ravitaillement déjà précaire, donnant ainsi un élément de discorde supplémentaire à la disposition des Versaillais de l'intérieur. Que ce sera un combat très difficile sinon désespéré.

C'est pour ne pas être accusé de dérobade que la majorité d'entre eux va se rallier le 23 mars.

Plusieurs Internationaux seront élus à la « Commune » et l'esprit dans lequel ils ont travaillé a été défini par Léo Fränkel à la séance du Conseil Fédéral du 29 mars : « Nous voulons fonder le droit du travailleur et le droit ne s'établit que par la force morale et la persuasion ».

• • •

Si la date du 10 mai, prévue pour la signature de la Paix avec l'Allemagne, n'avait pas fixé à Thiers une échéance, n'aurait-il pas attendu que la ville tombe comme un fruit mûr ?

Il apparaît que sa résolution et celle de sa majorité était plus machiavélique.

- Anéantissement par extermination.

Lisons ce qu'écrivait notre F. : Camille Pelletan en 1880 dans « Question d'histoires » : « Qu'on se rappelle ce qui s'était passé 22 ans auparavant en février 1848 comme en septembre 70, après la révolution, le mouvement républicain était irrésistible. En juin 48 comme en mars 71 une insurrection avait éclaté dans Paris.

La réaction produite par la guerre civile avait livré le pays aux partis monarchiques et perdu le Régime Républicain.

Les Royalistes de 1871 pouvaient-ils oublier quels malheurs les avaient si bien servis autrefois ?

Il ne semble pas contestable pour un homme de bonne foi que les droites de l'Assemblée n'aient pas vu, au bout de la guerre civile, l'écrasement du parti révolutionnaire et la restauration accomplie ».

- Dira-t-on que c'est leur faire injure, que de supposer que dans un but de parti, elles aient écarté sciemment tout ce qui pouvait arrêter l'effusion de sang.

- Hélas les hommes qui alors faisaient avorter les efforts des conciliateurs, ont été au pouvoir depuis.

- Soutiendra-t-on qu'ils n'ont jamais cherché à provoquer la population des villes et profiter d'un soulèvement.

- Ainsi s'expliqueraient les fausses nouvelles d'une insurrection à Paris répandues en Province avant le 18 mars.

- Ainsi s'expliqueraient les oppositions passionnées que toutes les tendances de conciliation ont amenées dans l'Assemblée.

- Et je le demande, y avait-il alors, soit dans le parti républicain, soit dans les partis réactionnaires, quelqu'un qui pensa, qu'après la défaite de l'insurrection, les mêmes causes produiraient en 1871 des effets opposés à ceux qu'elles avaient produits en 1848.

La Commune a du remettre en marche la machine administrative abandonnée par presque la totalité des hauts fonctionnaires qui par discipline traditionnelle ou par soucis des traitements avaient rallié Versailles.

Partout des délégués de la Commune, des néo-fonctionnaires que la vie courante n'avait pas habitués et préparés à cette tâche vont réussir à remettre en marche les services publics, toujours d'une manière satisfaisante, quelquefois d'une manière admirable.

Des mesures de circonstance furent prises.

- Remise totale des loyers pour les termes d'octobre 70 à avril 71.
- Décret du 17 avril sur les échéances, alors que 300 000 faillites, conséquence du siège, menaçaient, le remboursement se ferait à partir du 15 juillet dans un délai de 3 années.
- Décision en faveur des plus défavorisés concernant le Mont de Piété. Le texte de notre F.: Jourde porte sur le dégagement gratuit des effets d'habillement, des meubles, des objets de literie, de livres, de linge et d'instruments de travail engagés avant le 25 avril. Le décret a été régulièrement appliqué et du 12 au 25 mai, 41 928 articles ont été dégagés, représentant la somme de 323 407 F 80.
- Suppression du travail de nuit dans les boulangeries.

Pour assurer la démocratisation prolétarienne du régime, interdire le maintien ou le renouvellement de la bureaucratie impériale, la Commune a employé 2 moyens :

- D'abord l'élection au suffrage universel de tous les agents employés dans toutes les places de l'administration, celles de la justice et de l'enseignement.
- Ensuite la limite à 6 000 F du plus haut traitement des fonctionnaires, égalisant ainsi la rémunération des postes administratifs avec le salaire ouvrier (décret du 2 avril 71).
- De même l'interdiction du cumul (décret du 4 mai).
- Ajoutons l'abolition du serment politique et professionnel.
- Et aussi :
- Remise en route de la monnaie par Camélinat.
- Des postes par l'international Thiez, où les relations internationales avec l'extérieur furent assurées par de petites entreprises, tolérées, soucieuses d'éviter que la correspondance ne tombe aux mains de Versailles.

- Viard s'occupa des subsistances, ce qui n'était guère facile, et réussit à assurer le ravitaillement de Paris d'une manière plus satisfaisante que pendant le siège. Taxation du pain et de la viande au marché libre et dans les 4 boucheries municipales de Montmartre.

- Les affaires culturelles furent réorganisées par la Fédération - des artistes, dominés par la personnalité de Gustave Courbet. Là, le souci dominant fut d'imposer la neutralité artistique de l'état par la gestion des sociétés d'artistes.

- Décision concernant les cultes : la classe ouvrière de la fin de l'Empire, entraînée par le Blanquisme et aussi l'anticléricalisme Garibaldien (que la question romaine avait mis à l'ordre du jour) manifestait à l'église peu de sympathie. On comprend dès lors, que la Commune ait décrété le 2 avril, la séparation, la suppression du budget des cultes, la sécularisation des biens des congrégations, laquelle (faute de temps) ne fut pas réalisée.

Conséquence directe de cette décision : la Commune avait supprimé l'enseignement religieux à l'école, Edouard Vaillant réunit à l'école Turgot les instituteurs, institutrices et parents d'élèves pour étudier les réformes à introduire dans le primaire. En tant que délégué à l'enseignement, il s'occupa également de dresser le programme d'un enseignement technique, il ne négligea pas le supérieur et remit sur pied l'enseignement médical.

- Jourde fut délégué aux Finances, il géra ce département comme un excellent comptable, veillant à l'équilibre de son budget d'une manière scrupuleuse.

Le gouverneur de la Banque de France, Roulland parti pour Versailles, c'est le sous gouverneur marquis de Pleuc qui géra la banque. Le délégué de la Commune à cet organisme, le vieux jacobin, Charles Beslay, occupait un bureau voisin.

A la commission d'enquête sur le 18 mars, le marquis de Pleuc dira de celui qui le contrôlait : « M. Beslay est un de ces hommes dont l'imagination est sans contre poids et qui se complaît dans l'utopie, il rêve de concilier tous les antagonismes qui sont dans la société, les patrons et les ouvriers, les maîtres et les serviteurs ».

Il reconnaissait d'ailleurs « sans les secours qu'il nous a apportés, la Banque de France n'existerait plus ». Ce que confirme naïvement notre F. : Beslay dans ses souvenirs : « je ne suis venu là que pour maintenir la Banque intacte et debout ».

L'argent débloqué par la banque le fut dans une proportion une alouette pour Paris, un cheval pour Versailles, 20 millions d'un côté, 300 millions de l'autre. L'argent pour Paris servait surtout à la solde des gardes nationaux, celui pour Versailles étant utilisé largement pour les nombreux agents doubles ou simples et pour tenter de corrompre quelques chefs des combattants Fédérés.

Beslay, le brave homme, avisa de Pleuc qu'il était menacé d'être joint aux otages et qu'il avait à se cacher ; le marquis, reconnaissant, l'accompagna en Suisse après la défaite des Fédérés.

Ainsi la Commune et ses agents n'ont-ils pas le moins du monde ébranlé le « mur d'argent ».

Obsédé par un complexe de probité, figés, en quelque sorte dans un respect de petites gens à l'égard de la banque, ni Beslay, ni Jourde ne furent des spécialistes audacieux.

Friedrich Engels devait affirmer que tenir la Banque avait plus d'importance que 10 000 otages.

Plus tard, Pierre Kropotkine dira :

« La Commune de 71 ne pouvait être qu'une première ébauche. Née à l'issue d'une guerre, cernée par deux armées prêtes à se donner la main pour écraser le peuple, elle n'osa pas se lancer entièrement dans la voie de la révolution économique, elle ne se déclara pas franchement socialiste, ne procéda ni à l'expropriation des capitaux, ni à l'organisation du travail, ni même au recensement de toutes les ressources de la cité. Elle ne rompit pas non plus avec la tradition de l'Etat, du gouvernement représentatif, et ne chercha pas à effectuer dans la Commune cette organisation du simple au complexe qu'elle inaugurerait en proclamant l'indépendance et la libre fédération des communes.

Mais il est certain que si la Commune de Paris eut vécu quelques mois encore, elle eut été poussée, inévitablement par la force des choses vers ces deux révolutions ».

Symbole de son opposition à la peine de mort, destruction de la guillotine sur la place Voltaire.

• • •

Pendant que la Commune légifère, le combat continue.

- A partir du 11 avril, les fédérés qui se sont battus contre la petite armée de Vinoy, doivent se battre contre la grande armée de Mac-Mahon qui est chargé d'appliquer les plans de Thiers. Jusqu'au 24 avril il n'y a que de brefs engagements et de violentes canonnades entre les assiégés et les assiégeants.

- Les troupes de Cisse y occupent les Moulineaux le 26 au soir, le 29 le fort d'Issy, écrasé d'obus, est abandonné par Mégy mais réoccupé le lendemain par Rossel qui remplace Cluzeret comme délégué à la guerre.

- Le 4 mai les troupes du général de Lacretelle enlèvent la redoute du Moulin-Saquet, le 5 celles de Cisse y et de Climchamps forcent les Fédérés à abandonner Clamart, le 8 le bombardement atteint durement l'enceinte à Grenelle et à Passy, le même jour le fort d'Issy tombe définitivement aux mains des Versaillais.

- Mais la formation de Rossel, ancien polytechnicien déçu par la capitulation et l'abandon de Metz par Bazaine, s'accommode mal de l'indiscipline de la garde nationale et de ses cadres élus par leurs hommes. Il fait afficher sans autre commentaire : « le drapeau tricolore flotte sur le fort d'Issy ».

Il parle beaucoup de fusiller, mais seulement parmi la minorité combattante alors qu'une masse considérable s'abstient de risquer sa vie, même si elle se déclare acquise au mouvement.

• • •

La Commune a aussi ses adversaires.

- Les abstentions aux élections de la Commune indiquent que, dès le début de celle-ci, les opposants ont été nombreux.

- Il n'est pas question des agents stipendiés de Versailles, ou des traîtres utilisés aux tâches de terrorisme et de démoralisation, mais de l'état d'esprit des hommes et des femmes qui n'ont pas pactisé avec la sorte de dictature du prolétariat alors instaurée.

- Il s'agit des Conservateurs sociaux et de catholiques encadrés par un clergé puissant.

- Même des Républicains modérés qui frémissaient ou tremblaient au seul mot de socialisme ou d'International.

- Joignons-y les fonctionnaires inquiets de leur avenir.

Une dizaine de journaux que la Commune laissait paraître, entretenait cet état d'esprit.

- Soucieux de libéralisme les hommes de la Commune ne les réduisaient jamais au silence.

- Ainsi s'expliquent les refus multiples opposés par cette masse d'adversaires aux invitations à participer à la construction sinon à la défense des barricades.

- Et l'entrée des Versaillais dans Paris ne résulte pas que de la trahison d'un seul d'entre eux, mais elle est due en bloc à cette mentalité d'hommes qui voulaient, le plus tôt possible, assurer la défaite de la Commune et retrouver les habitudes de petits bourgeois bien rangés ou appliquer les impératifs de la pire réaction.

- Non, la grande masse ne combat pas, elle va au théâtre, fréquente les grands cafés truffés d'espions Versaillais groupés par l'ex-colonel Corbin, Charpentier et de nombreux autres.

Elle dans, fait l'amour, image de l'arrière avec ses putains, ses officiers en grande tenue, ses gens qui se débrouillent, ses restaurants de luxe.

- Grands bourgeois restés dans leurs quartiers (près à se mettre au bras le brassard tricolore qui les accrédiatera auprès des troupes de l'ordre quand elles écraseront la canaille).

- Mais aussi, ceux qui se croient des riches parce qu'ils ont un livret de caisse d'épargne (les mêmes qui aujourd'hui se croient propriétaires parce qu'ils sont copropriétaires).

- Ceux qui forment « la majorité silencieuse », ceux qui retrouvent la voix quand la peur cesse de les étrangler, ceux qui s'écrasent aux défilés de la victoire, ceux qui applaudissent, celui qui rétablit l'ordre, même si c'est lui qui a organisé le désordre.

- Thiers n'a pas ménagé l'argent aux espions, quelquefois agents doubles, ainsi, il a connu l'emplacement des barricades, la résistance des forts et a entretenu un réseau de saboteurs (comme pour l'explosion de la cartoucherie de l'avenue Rapp).

- Certains de ces agents s'arrangeaient pour avoir un commandement dans la Garde nationale comme ce Barral de Montaud, chef d'état major de la 7^{ème} légion, correspondant direct de Thiers muni d'un laissez-passer remis par Mac-Mahon à la suite d'un ordre écrit de Barthélemy Saint Hilaire.

- Ce même Barral de Montaud qui, à la séance du 17 mai de la Commune, sera à l'origine d'une demande d'exécution des otages (laquelle sera d'ailleurs rejetée).

- Nul ne peut dire si les agents Versaillais ont suscité des divisions au sein de la Commune. Mais, il est certain qu'ils les utilisèrent au maximum, créant la suspicion et les soupçons de trahison.

- Ils organisaient aussi la résistance passive des bataillons bourgeois de la Garde nationale.

- A cette action hostile, il y a lieu d'ajouter les tentatives de conciliation. Dans la grande majorité des cas, les hommes qui tentèrent un rapprochement entre les deux groupes combattants ont agi dans un but humanitaire. Toujours rejetés à Versailles, ils n'eurent d'audience qu'auprès de l'Hôtel de Ville, mais cette position affaiblissait le moral des fédérés, retardait une cohésion des combattants parisiens et, le temps travaillant pour Versailles, ils apportaient une aide bien involontaire aux Versaillais.

• • •

Dès le 12 avril les F.:M.: vont faire des efforts pour essayer d'arrêter cette guerre civile qu'ils voient fratricide.

A Bordeaux l'Assemblée régionale réclame la fin des combats. Cet appel est signé par les F.:M.:

Augros vénérable de la loge	: L'Alliance Fraternelle.
Bonnet	: Française d'Aquitaine.
Bonoraud	: Les Chevaliers de la Fraternité.
Chassaing	: Les Francs Chevaliers de Saint André d'Ecosse.
Duluc	: La Sincérité.
Hermitte	: L'Etoile du Progrès.
Laterrade	: Les Amis Réunis.
Laurendeau	: La Française Elue Ecossoise.

Le 24 avril les F.:M.: sont heureux d'avoir obtenu une trêve pour l'évacuation des civils de Neuilly, les fédérés respecteront scrupuleusement cette trêve, mais Versailles en profitera pour consolider ses positions, mettre en place de nouvelles pièces d'artillerie qui pèseront lourd dans la suite de la lutte.

Le 27 les F.:M.: de Paris tiennent leur assemblée générale au théâtre du Châtelet.

- Un orateur propose, sous les applaudissements enthousiastes, d'aller planter sur les remparts toutes les bannières des loges.

- La majorité décide d'aller se rendre en cortège à la Commune pour l'informer de cette décision, notre F.: Gabriel Ranvier prend la tête du défilé en compagnie du F.: Thirifocq.

- Le même jour dans son bureau de Versailles Le Royer écrit à son jeune ami Andrieux (procureur à Lyon) qu'il a fait initier au « Parfait Silence » quand il était Vénérable : « Je crois que le gouvernement est décidé à frapper un grand coup, et ma crainte est grande que les évènements de Paris puissent permettre l'éviction de la République naissante. »

D'autres tentatives de conciliation furent faites se heurtant toujours à la résolution de Versailles.

Le 2 mai les bannières sont retirées trouées des remparts.

Le 5 la Fédération des F.:M.: et Compagnons de Paris lance un appel à la France et au monde entier en faveur de la Commune comme étant en tête du progrès humain, de nombreux F.: entrent dans les bataillons de marche.

Le même jour l'Assemblée de Versailles repousse à une forte majorité une proposition de Peyrat et de quelques députés de la gauche, en faveur de la reconnaissance définitive de la « République » comme gouvernement de la France.

Et le Figaro imprime : « On demande formellement que tous les membres de la Commune, du Comité Central et autres institutions de même force, que tous les journalistes qui ont lâchement pactisé avec l'émeute triomphante, que tous les Polonais interlopes, tous les valaques de fantaisie qui ont régné deux mois sur la plus belle et la plus noble des villes du monde soient, avec leurs aides de camp, colonels et autres fripouilles à aiguillettes conduits, après jugement sommaire, de la prison où on les aura enfermés, au Champ de Mars où ils seront passés par les armes devant le peuple rassemblé. »

Incompris d'Hugo et de Zola, raillés par Flaubert et Edmond de Goncourt, odieusement insultés par Dumas fils, les hommes, les femmes, les enfants de la Commune n'attireront guère la sympathie de l'Intelligentsia.

- Indifférence ou mépris d'une caste privilégiée pour ceux dont la peine concrétisait les plaisirs.

Peu nombreux ceux, qui, comme Verlaine et Villiers de l'Isle Adam comprirent ces combattants du désespoir. Plus rare ceux qui comme Arthur Rimbaud se joignirent à eux.

Seuls, ces travailleurs de l'Art que sont les sculpteurs et les peintres surent tendre la main qui réchauffe.

Ce qui ne doit pas beaucoup influencer Andrieux car l'ancien délégué au congrès de la Libre Pensée de Naples va, au côté du préfet Valentin et du général Crouzat, donner l'ordre écrit aux artilleurs de tirer à obus réels sur la foule de Lyon. Cela dans 3 jours seulement.

A l'Hôtel de Ville, le F.: Thirifocq a dit : « Si nos bannières étant plantées sur les remparts, il arrive à l'une d'elle d'être traversée par une balle, nous nous répandrons dans la ville pour inviter au combat ceux qui n'y ont pas encore pris part. »

Le Conseil du Grand Orient a fait savoir qu'il désavouait cette position d'extériorisation.

- Une affiche signée de quelques dignitaires a affirmé cette décision.

- Le 29 avril, 6 000 F.: et Sœurs (une loge de femmes est présente), 6 000 F.: et Sœurs représentant 55 loges sont réunis ainsi que la grande foule (curieuse de voir ces FM sortir de leurs mystères).

- Par le centre de Paris, la Bastille, les grands boulevards, la Madeleine, le cortège se dirige vers la porte Maillot et la porte Bineau pour planter leurs bannières.

- L'officier général Versaillais qui commande à cet endroit, le général Montandon est F.:M.:

- Il ne veut pas faire tirer sur ses F.:M.: et ordonne un cessez le feu, puis une trêve pour permettre à une délégation de se rendre à Versailles.

- Les Vénérables grelottant de froid passent la nuit aux remparts auprès de leurs emblèmes.

Le lundi il pleut, c'est sous l'averse que les délégués de la Maçonnerie sont revenus à Paris, ils expliquent l'échec de leur démarche.

- Le soir, le général Montandon, avant tout un soldat, ordonne la reprise des combats au pont de Neuilly.

- C'est l'échec de l'ultime espoir de conciliation que les F.:M.:, fidèles à leur sentiment de fraternité ainsi qu'à la phrase inscrite sur la bannière de la Loge de Vincennes « aimons-nous les uns les autres », ont tenté.

Lors du centenaire Le Grand Orient a publié une plaquette commémorative.

Quelques noms nous ont appris la présence de F.:M.: parmi les meilleurs participants à la Commune de Paris.

Une chose est certaine ; c'est que l'emblème de la Commune représentait le bonnet phrygien de 93 et notre Delta, que de nombreuses réformes qui ont été son œuvre portaient notre empreinte.

F.:M.: Eugène Varlin, une des plus belles figures de combattant de l'émancipation sociale.

F.:M.: le stéphanois Benoist Malon.

F.:M.: Charles Amouroux délégué de la Commune à Lyon.

F.:M.: Gustave Flourens.

F.:M.: le général polonais Dombrowski.

F.:M.: le secrétaire de la Commune Lucipia, qui sera plus tard Grand Maître du GO.

F.:M.: Jean-Baptiste Clément, l'homme du « temps des cerises ».

F.:M.: Eugène Protot délégué à la justice.

Et aussi les Frères Reclus.

Et aussi Eugène Pottier, l'auteur de l' « Internationale », chant de révolte de tous les opprimés du monde.

F.:M.: Jules Vallès, le Vingtras de l'Insurgé.

F.:M.: Charles Delescluze-Pascale Grousset délégué aux affaires étrangères.

F.:M.: Gabriel Ranvier, toujours à la tête de ses Bellevillois.

F.:M.: le métallurgiste Assi.

Et Meillet et l'instituteur Lefrançais, F.:M.: Charles Beslay et Jourde qui, par leur probité, ont sauvé la Banque de France. Et Félix Pyat, et Bergeret et Eudes, F.:M.: aussi Jean-Baptiste Millière le député revenu dans Paris pour essayer la conciliation, qui n'a pas pris part à la direction de la Commune mais qui sera quand même fusillé à genoux sur les marches du Panthéon (payant ainsi son article du « Vengeur ») qui meurt en criant « Vive l'humanité ».

Parmi les conciliateurs de bonne foi au côté du 18^{ème} arrondissement, Clemenceau, nous citerons nos F.: Lockroy, Schoelcher, Naquet, Floquet et Ranc qui montreront plus de générosité humaine que notre autre F.: Louis Blanc qui par sa position surprenante pour un ancien de 48 amènera beaucoup d'eau au moulin de Monsieur Thiers.

• • •

Le 12 mai, Mac-Mahon lance une proclamation à l'armée pour ses premiers succès, le 13 le fort de Vanves tombe.

Notre jeune F.: polonais Dombrowski commande en chef ce qu'il reste de troupe rangée, à la porte Maillot il reste 10 servants pour 12 pièces qui verrouillent encore Paris.

La Cécilia qui, né à Beauvais en 1834, est bien français, malgré son nom, et ses hommes livrent un combat désespéré ainsi que le pianiste polonais Wroblesky dans son secteur de Bicêtre.

Le 17 à la Grange Ory où commande notre F.: Jean Allemane, les Versaillais se sont avancés crosse en l'air en acclamant la Commune et la Garde nationale, puis ils ont égorgé les fédérés trop confiants. Le lieutenant colonel qui commande ces hommes pour Versailles s'appelle Boulanger (dans 18 ans, 250 000 Parisiens voteront pour lui y compris l'ancien déporté évadé de la Nouvelle-Calédonie, le marquis rouge De Rochefort, son journal de l'époque étant devenu « L'Intransigeant »).

Les Versaillais ont pénétré dans Paris, l'après-midi du samedi 20 presque clandestinement grâce à une partie de l'or de la Banque de France par la livraison d'une poterne au bastion 64 par un piqueur des Ponts et Chaussée nommé Ducatel. Rien n'avait été envisagé pour cette éventualité, ni sur place, ni à la guerre, ni à la Commune et c'est seulement dans la nuit du 21 au 22 mai que quelques hommes, (notre F.: Delescluze en tête), se ressaisissant, ont préparé les conditions de la résistance. Mais les infiltrations versaillaises s'étaient précipitées, les portes de Sèvres et de Versailles sont ouvertes, le 15^{ème} arrondissement après le 16^{ème} occupés.

Le 23 est marqué par la mort de notre F.: Dombrowski, le jeune Polonais désespéré par les accusations fausses de trahison par corruption que l'espion Veysset a réussie à accréditer chez certains membres de la Commune.

On a reproché à la Commune la responsabilité de l'exécution des otages.

Lors du centenaire en 1971 certaines photos ont été publiées dans la presse, concernant l'exécution des otages. La mort de Clément et de Lecomte, de même que celles montrant les femmes à Satory et quelques autres composites (c'est-à-dire qu'elles étaient le résultat d'un montage comportant quelquefois des parties réelles, les autres étant postérieurement réalisées avec des figurants).

On peut regretter que les journaux qui ont montré ces documents ne l'aient pas fait savoir à leurs lecteurs. Craignaient-ils que ceux-ci surpris par cette technique (naissante à l'époque) n'aient émis des suppositions sur les possibilités offertes aujourd'hui, pour le travestissement de la vérité, à la photographie moderne, au cinéma et à la télévision ?

Mais revenons au problème des otages.

Il faut préciser qu'aucune exécution d'otage n'a été faite avant le 24 mai, on est alors en pleine semaine sanglante.

Gustave Chaudey est la première victime de cette décision en même temps que trois gardiens de la paix. Chaudey paie là sa prise de position du 22 janvier. Maire adjoint de Paris, cet ancien proudhonien (rallié au parti de l'ordre) aurait donné l'ordre aux mobiles bretons de tirer sur la foule (c'est un point que l'histoire n'a pas encore éclairci totalement). Chaudey s'était attiré la haine des blanquistes, principaux artisans de l'émeute du 22 janvier, où Sapia devait trouver la mort, ainsi que de nombreux présents, face à l'Hôtel de Ville de Paris.

Ce qui est certain c'est que Gustave Chaudey qui se savait menacé n'a jamais cherché à quitter Paris, alors que les amitiés qu'il comptait à Versailles, notamment avec Jules Ferry lui auraient sûrement permis de le faire.

De nombreux prêtres sont détenus, le jeune blanquiste Raoul Rigault, ancien délégué à la police devenu procureur de la Commune n'aime pas beaucoup le clergé.

Une anecdote révèle bien son état d'esprit sur ce point. Lors de l'interrogatoire d'un jésuite il demande :

« Profession ? : serviteur de Dieu.

Où habite votre maître ? : partout. »

Rigault se tourne vers le greffier :

« Écrivez. Le prévenu se dit serviteur du nommé Dieu lequel se trouverait présentement en état de vagabondage. »

Il est probable que Rigault ait fait multiplier les arrestations de gens d'église pour augmenter les contre parties en cas d'échange des otages. Il a multiplié les contacts dans ce sens.

Rigault à 25 ans avait été très largement marqué par l'histoire de la Grande Révolution et pensait justice à la manière des hommes de 93, il fut souvent contré par notre F. : le jeune avocat Protot, délégué à la justice dont l'équité naturelle excisera les droits de la défense et des libertés individuelles, s'opposant aux arrestations arbitraires.

Protot alla plus loin et voulu connaître les mouvements de pensionnaires dans les maisons de santé et les asiles d'aliénés.

Cependant sa tâche devint de plus en plus difficile au regard de la gravité de la situation militaire.

Rigault, avec ses dévoués commissaires de police, en vint à exiger (ce qui paraît aujourd'hui dérisoire) des citoyens qu'ils portent sur eux une carte d'identité.

N'oublions pas non plus l'action démagogique d'une partie de la presse, l'attitude réelle de pamphlétaires (comme Rochefort par exemple) étant souvent très en retrait de leurs écrits.

Le 24 mai quand Raoul Rigault redevenu simple combattant fut reconnu et fusillé sur place, rue Gay Lussac, il avait auparavant signé le transfert pour 52 otages à la Roquette moins menacée dans l'immédiat.

• • •

Ce même jour, la préfecture de police, le Palais de justice moins la Sainte-Chapelle pour laquelle des précautions spéciales ont été prises, ainsi que pour Notre-Dame, de nombreux bâtiments publics sont en feu.

Les Versaillais massacrent rue Saint Jacques.

La veille à Montmartre l'armée a exécuté en masse en représailles du 18 mars.

Il ne reste plus aux fédérés que les 11^{ème}, 12^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} arrondissements ainsi qu'une partie du 3^{ème}, 5^{ème} et 15^{ème} avec la Butte aux Cailles où Wroblesky résiste toujours. Ce sont les arrondissements ouvriers où de la pensée généreuse, c'est le dernier carré des étudiants et du prolétariat qui luttent sur les dernières barricades ; il y a là des femmes (quelquefois seules) des hommes et même des enfants (encore une fois Gavroche va mourir) qui savent qu'ils ne peuvent rien espérer du vainqueur.

Les 52 otages sont détenus depuis le 3 et 4 avril, jours où les fédérés ont appris que Gustave Flourens a eu le crâne fendu en deux par le capitaine de gendarmerie Desmarests, où le général de Gallifet a fait fusiller 3 fédérés sans jugement, où Duval a été fusillé avec ses compagnons sur ordre de Vinoy.

Ces exécutions que Mac-Mahon semble avoir désavouées, mais bien plus tard, par une lettre datée du 5 mai (sans avoir eu de portée réelle) avait déclenché la terrible procédure des otages, mais cette procédure n'avait jamais été appliquée avant la semaine sanglante.

Il y a là, un certain nombre de prêtres, Georges Darboy, archevêque de Paris, l'abbé Deguerry, curé de la Madeleine, des sergents de ville, des gardes républicains arrêtés depuis le 18 mars, ainsi que le président de la cour de cassation Bonjean, dont le rôle en 48 n'avait pas encore été oublié.

Une série de négociations avait été entreprise par Rigault pour obtenir l'échange de tous ces prisonniers contre seul échange de « l'Enfermé », notre F. : Auguste Blanqui.

La mauvaise volonté de Thiers, disant que Blanqui valait un corps d'armée, ne permit pas à ces négociations d'aboutir, malgré les efforts sincères du nonce apostolique, du Lord maire de Londres et ceux, plus discutables de l'ambassadeur des Etats-Unis, le germanophile Washburne.

Au vicaire général, Lagarde, envoyé spécialement à Versailles par Monseigneur Darboy (où il resta malgré la parole donnée ; tout le monde n'est pas Régulus), Thiers remis une lettre destinée à l'archevêque qui avait protesté librement au nom de l'humanité contre les exécutions sommaires :

« Les faits sur lesquels vous appelez notre attention sont absolument faux et je suis véritablement surpris qu'un prélat tel que vous y ajoute foi.

Jamais nos soldats n'ont fusillé les prisonniers, ni cherché à achever des blessés ; que dans la chaleur des combats, qu'ils aient usé de leurs armes contre les hommes qui assassinent leurs généraux, c'est possible.

Mais le combat terminé, ils rentrent dans la générosité du caractère national.

Je repousse donc, Monseigneur, la calomnie qu'on vous a fait entendre. J'affirme que jamais les soldats n'ont fusillé les prisonniers. »

D'ailleurs Thiers semble se laver les mains du sort des otages, affirmant que l'armée va bientôt les délivrer.

Le 24 mai à 7 heures du soir, Georges Darboy, l'abbé Deguerry, le président Bonjean et 3 jésuites sont fusillés dans la cour de la Roquette.

Au matin du 26 c'est le financier Jecker dont les agissements, avec le duc de Morny entrent dans les causes de la funeste guerre du Mexique (de notre F.: Juarez).

Puis l'affaire de la rue Haxo où 50 otages sont exécutés malgré l'intervention de Varlin faisant face à la foule en fureur, 36 gardes de Paris, 10 prêtres, l'officier de paix Dereste, secrétaire du commissaire Lagrange, l'un des plus actifs pourchasseurs de socialistes à la fin de l'Empire plus 3 mouchards Largillère, Ruault et Greffe.

Ceux là sont des anciens des luttes prolétariennes qui, arrêtés par la police, ont été tenaillés par la peur et sont passés de l'autre côté.

Raoul Rigault devenu commissaire de police après le 4 septembre sous les ordres du préfet Kératry a profité de sa position pour ouvrir les dossiers mis à sa disposition. Devenu délégué à la police, il a fait arrêter ces agents doubles.

Largillère, ancien de juin 48 avait récolté les travaux forcés, gracié il était devenu auxiliaire de la police (en 1855 il signait ses rapports Louis, touchait pour cela 150, puis 100 F par mois).

Greffe (ouvrier ébéniste), président de la société des libres penseurs, avait inauguré vers 1860 la campagne pour les enterrements civils. Par ce biais il avait truffé de mouchards les groupes révolutionnaires (il signait Martin et touchait 100 F, puis 75 F par mois).

Quant au tailleur de pierre Ruault, il avait été lui aussi un fier combattant de la révolution : Belleville l'appelait « le père Joseph ». Quand Rigault l'avait convoqué à la préfecture, il combattait bravement au côté de ses frères Bellevillois, mais prisonnier

de ses maîtres, il continuait sa mauvaise besogne en donnant des rapports signés Antoine et touchait pour cela le même salaire dégressif de 200 F puis 100 F puis 75 F par mois.

D'autres membres de la Commune se sont joints à notre F.: Varlin ainsi que quelques membres présents du comité central de la Garde nationale : Cournet, Jules Vallès, Arnold, Alavoine et quelques autres tentent de s'opposer à ces exécutions.

Ce sont presque tous les membres de la minorité révolutionnaire, ce qui n'est pas un paradoxe, les épurations ne pouvant s'excuser que par la Raison de l'Etat que ces socialistes non autoritaires et humanistes rejettent.

Mais comment faire entendre raison, comment obtenir un jugement serein, de gens qui bientôt vont mourir et qui le savent ?

Avec les dominicains d'Arcueil, accusés d'avoir communiqué des renseignements à l'armée de Versailles, c'est environ 80 personnes qui vont être victimes d'exécutions arbitraires, donnant à Thiers ce qu'il attend, une justification devant l'histoire.

• • •

Le 24, Cisseey attaque à la Butte aux Cailles, Vinoy à la Bastille, Clinchamp le Château d'eau.

La Commune n'a, en réalité, disposé que de 30 000 hommes en face de l'armée de Mac-Mahon mieux armée, mieux ravitaillée, avantagée territorialement, qui depuis que Bismarck avait rendu les prisonniers pour écraser l'insurrection comptait 170 000 hommes dont 130 000 combattants.

C'est sur la barricade qui a été élevée au Château d'eau que Charles Delescluze, désespéré, va se faire tuer (comme était mort le député de l'Ain notre F.: Baudin au faubourg St Antoine après le 12 décembre 51).

Elizabeth Dmitrieff, la jeune Russe et le Hongrois Léo Fränkel sont amenés blessés à la mairie du 11^{ème}, ultime cellule de la Commune agonisante. Le Polonais Wroblewski décide de combattre comme simple fédéré, Vermorel est touché à mort.

Le 26 la résistance est à son paroxysme, le soir elle est circonscrite dans un demi-cercle qui va de la porte du canal de l'Ourcq à la porte de Vincennes, en suivant le bassin de la Villette, le canal de Saint Martin, le boulevard Richard Lenoir, la rue du faubourg St Antoine.

Au-delà de cette ligne les exécutions sommaires se multiplient.

• • •

La Seine qui coule, rougie de sang, plus de trois cents cadavres dans le lac des Buttes-Chaumont, les corps empilés pêle-mêle, par centaines autour de la Tour St Jacques.

Le 27, le cercle est encore rétréci, les communards tombent au Père-Lachaise en combattant parmi les tombes puis fusillés contre le fameux mur.

Le 28, il n'y a plus qu'une poignée de fédérés, sanglants, noirs de poudre auprès de la mairie du 20^{ème}, parmi eux Ranvier, Jourde, Varlin, Ferré, Trinquet.

L'un des derniers, notre F.: Eugène Varlin va mourir.

Quand le théâtre de l'opposition aura d'autres acteurs que des comparses.

Quand sonnera l'heure de vérité.

Quand l'on cessera d'honorer « l'homme d'état » pour honorer « l'homme ».

Et que viendra le temps des cerises.

Que les maîtres d'écoles parlent de Varlin à leurs élèves.

Qu'ils disent ce qu'a été la vie de cet honnête homme, sa bonté.

Ce que fut le dévouement de cet ouvrier relieur à la cause de ses frères.

La vie de celui qui pour venir au secours des familles de grévistes de 1865 a emprunté personnellement et mis 2 ans à rembourser à force de travail.

De celui qui, socialiste non autoritaire, délégué à la Commune a géré avec probité tous les services dont il a eu la responsabilité.

De celui qui n'a jamais hurlé avec les loups, qui voulait opposer le pardon à la haine.

Qu'ils leur parlent de sa mort.

Après avoir combattu au 6^{ème} dont il était le représentant, au 3^{ème}, au 10^{ème}, au 11^{ème}, au 20^{ème} arrondissements, Eugène Varlin abandonne sa vie au hasard. Il s'est assis sur un banc de la place Cadet (épuisé il ne peut aller plus loin).

Un passant le reconnaît et le désigne à une patrouille qui passe.

Les soldats le frappent à coup de crosse.

Varlin regarde avec sérénité la foule dont il a voulu l'émancipation, qui l'injurie, lui jette de la boue et des ordures.

Il a risqué sa vie pour sauver des otages, pourtant on crie autour de lui : « A Montmartre, à Montmartre, à Montmartre qu'on le fusille au même endroit que Clément Thomas ».

Le lieutenant Sicre conduit Varlin, les mains liées dans le dos, vers la butte.

Les rues escarpées de Montmartre sont gravies lentement.

Chaque brave de « la majorité silencieuse » veut porter son coup.

Écoutons Lissagaray : « Sous la grêle des coups, sa jeune tête méditative, qui n'avait jamais eu que des pensées fraternelles, devient un hachis de chair, l'œil pendant hors de l'orbite ».

Quand il arrive rue des Rosiers, il ne marche plus, on le porte, on l'assoit pour le fusiller (il n'a que 33 ans).

Ce n'est pas tout.

Les soldats crèvent son cadavre à coups de crosse.

Puis le lieutenant Sicre le dépouille, distribue aux soldats l'argent trouvé dans ses poches et prend la petite montre que lui ont offerte les relieurs en 1869 pour le remercier.

Ainsi est consommé ce que notre F.: Benoît Malon appellera la 3^{ème} défaite du Prolétariat.

1831 à Lyon

Juin 1848

Mai 1971

Le 31 mai, Le Siècle, publié à Versailles, avoue : « Les prisonniers de ces derniers jours sont restés dans Paris, il est vrai qu'il y en aura fort peu, nos soldats ont tué tous ceux qui étaient entre leurs mains. »

Ce qui devait combler les vœux de cet autre journaliste Versaillais qui avait dans son journal repris la Phrase horrible de Simon de Montfort à Béziers : « Tuez les tous, Dieu reconnaîtra les siens. »

Thiers écrivait dans une circulaire aux Préfets : « Le sol est jonché de cadavres, ce spectacle affreux servira de leçon. »

Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants sont morts et entassés dans des tranchées creusées à la hâte, on tue sans discernement ni mesure.

Puis ce sont les prévôtés qui selon le terme employé envoient aux abattoirs.

Le général marquis de Gallifet qui sera ministre d'un cabinet du très républicain Waldeck Rousseau : « Que ceux qui ont des cheveux blancs sortent des rangs » - ils ont déjà fait 48, ils sont plus coupables que les autres... « Fusillez-moi ça. »

Les dénonciations se multiplient, plusieurs dizaines de milliers (certains diront plus de cent mille) lettres anonymes au point que certains chefs de corps les feront brûler sans les lire.

Elles atteindront les 40 000 avant les procès. Les mêmes « corbeaux » en ayant sans doute envoyés plusieurs.

Bientôt va commencer la répression légale.

Dans l'enquête sur le 18 mars, le capitaine Guichard précise le nombre des poursuites judiciaires. 38 568 parmi lesquelles :

- 1 858 femmes
- 651 enfants, dont 47 ont 13 ans, 21 ont 12ans, 4 ont 10 ans, 1 a 7 ans.

Les femmes de la Commune étaient soit des aristocrates (souvent russes) comme Elisabeth Dmitrieff (déléguée par Karl Marx) et les sœurs Sophie et Anna Korvine. Soit des militantes :

- intellectuelles, comme Lodoïska Kawecka (du club des libres penseurs) Léo André, Louise Michel.
- ouvrières comme Nathalie Lemel qui avait fondé avec Varlin « La Marmite Sociale », Aline Jacquier, Blanche Lefèvre, Marie Leloup (celles qui savaient).
- Et celles qui croyaient, que l'on a fustigé du titre de pétroleuses, en voulant ignorer que même si l'accusation avait été vraie, l'incendie a toujours été l'arme ultime du désespoir.

Pour avoir voulu changer la forme de gouvernement, peine de mort pour Elisabeth Rétif, Joséphine Marchais, Léontine Suetens : trois filles du peuple parmi tant d'autres.

L'immense majorité de ces combattants vaincus a une attitude digne devant les conseils de guerre.

Certains accusés, parmi ceux qui eurent des fonctions importantes à la Commune, essayèrent de minimiser leurs responsabilités.

Moins coupables que ceux qui se sont enfuis depuis qu'ils ont eu la conviction que la cause était perdue et qui vieillissent se rallieront quelquefois au parti de l'ordre.

Nous taisons leurs noms (que ceux qui n'ont jamais eu peur leur jette la première pierre).

Pour la gloire de ceux qui surent rester debout, citons beaucoup d'autres.

Le cordonnier Trinquet qui sera condamné aux travaux forcés et déporté à la Nouvelle Calédonie :

« Je n'ai pas commis d'attentat, j'ai pris part à l'insurrection et j'ai payé de ma personne. Je me suis battu et j'ai eu mon képi traversé par une balle. Mon seul regret est de n'avoir pas été tué, je n'aurais pas le chagrin d'assister au triste spectacle de collègues cherchant à éluder la responsabilité d'actes qu'ils semblaient si pressés de commettre. »

Théophile Ferré (qui va être fusillé) :

« Membre de la Commune, je suis entre les mains de ses vainqueurs. Ils veulent ma tête, qu'ils la prennent. Jamais je ne sauverai ma vie par la lâcheté ! Libre j'ai vécu, j'entends mourir de même. »

Et la Vierge rouge au drapeau noir, la bonne Louise qui va devenir notre sœur en maçonnerie, Louise Michel :

« Je ne veux pas me défendre, je ne veux pas être défendue, j'appartiens tout entière à la Révolution sociale et je déclare accepter la responsabilité de tous mes actes. Ce que je réclame de vous, qui vous affirmez Conseil de guerre, qui vous donnez comme mes juges, qui du moins ne vous cachez point comme la commission des grâces, c'est le champ de Satory où sont déjà tombés mes frères. On vous a dit de me retrancher de la société. Eh bien ! Le commissaire du gouvernement a raison. Puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la Liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part, moi ! Si vous me laissez vivre, je ne cesserai de me crier vengeance et je dénoncerai à la haine de nos frères les assassins de la commission des grâces ! »

Après les exécutions (par dizaine de milliers) ce furent les exécutions dans les camps, pour une indiscipline, ou simplement parce que la tête dépassait une certaine hauteur délimitée par la meurtrière du garde.

La déportation à la Nouvelle Calédonie n'était pas égale pour tous, après 5 mois de navigation.

Certains déportés simples jouissaient d'une semi-liberté, quelquefois à Nouméa même.

Celle de Jourde, d'Henri de Rochefort, Pascal Grousset, Olivier Pain leur permit une évasion, vers l'Australie accueillante, avec deux autres compagnons.

Evasion qui entraîna l'amenuisement de cette liberté relative (maintenue pour Lullier).

D'autres étaient internés dans une enceinte fortifiée à la presqu'île Ducos, parmi eux, Lisbonne l'acteur devenu colonel de la Commune, le cordonnier Trinquet ancien membre de la Commune, Gustave Maroteau emporté par la phtisie.

D'autres enfin, (Jean Allemane) sont mélangés aux « droit commun », véritables bagnards portant la double chaîne aux pieds, punis pour une peccadille à la crapaudine, qui faisait réunir la main gauche au pied droit et vice-versa, ne permettant le sommeil que sur le ventre, 300 à 400 gr de pain par jour suivant la fantaisie, la soupe deux fois par semaine le jeudi et dimanche servie dans un des souliers du puni.

Pour des fautes futiles, les conseils de guerre prononçaient des sentences de mort (par fusillade pour les déportés simples, ainsi mourut en 1876 l'ancien membre de la Commune Billioray, et par la guillotine pour les condamnés de la 4^{ème} classe).

Notre F.: Jean Allemane faillit en être victime pour la simple accusation (d'ailleurs fausse) d'avoir crié dans la carrière où il travaillait : « A bas Mac-Mahon, vive la Commune » sauvé par un honnête surveillant qui rétablit la vérité. Honnêteté qu'il devait payer quelque temps après par une mutation en Guyane où il devait mourir victime de l'insalubrité du climat après quelques mois de séjour.

Le fouet, la maladie, l'épuisement parachevant l'œuvre des cours prévôtales, nombreux furent les anciens communards qui ne revinrent jamais de la Nouvelle-Calédonie.

Dès 1875 notre F.: Alfred Naquet présente un projet d'amnistie à la Chambre, il est insulté par la droite quand il dénonce les conditions de vie de certains déportés, et c'est un député de gauche, Langlois, qui fait rejeter le projet en posant la question préalable, justifiant celle-ci en disant qu'il ne fallait pas permettre au Législatif d'empiéter sur le Judiciaire.

Après qu'elle ait été affirmée par la Constitution de 1875, la République bourgeoise va se montrer lentement généreuse, usant de la méthode des petits paquets, mansuétude pour certains, oubli pour les autres.

Elle n'a pas grand chose à craindre, la voix du socialisme est étouffée pour longtemps.

Le congrès ouvrier de 1876 condamne la grève (le réformisme est né qui va s'attaquer aux effets sans menacer les causes).

En 79 notre F.: Le Royer, l'ancien Vénérable du Parfait Silence, ministre de la Justice, du cabinet Waddington fait adopter un projet d'amnistie partielle.

Mais la bête écrasée n'est pas morte, à une élection législative complémentaire du 30 mai 80, le vieux Blanqui est battu de justesse.

Le parti ouvrier présente le 13 juin l'ouvrier cordonnier Trinquet, l'ancien communard déporté, au conseil municipal dans le quartier du Père-Lachaise.

Malgré la campagne faite contre lui par le président de la Chambre Léon Gambetta, Trinquet est élu par 2358 voix contre 1857 au candidat du pouvoir.

Notre F.: Gambetta a compris et descendant de son fauteuil il défend un projet d'amnistie totale qui est voté par 312 voix contre 116.

La loi est promulguée le 11 juillet 1880.

Ainsi va se terminer la Commune de Paris, qui va entrer dans la légende et devenir symbole.

Si un grand nombre de petits employés, de journalistes, d'étudiants sont morts ou ont été emprisonnés, la classe des prolétaires et des artisans a subi des pertes terribles ; le tiers des ébénistes, la moitié des plombiers, la moitié des couvreurs, la moitié des peintres ont disparu dans la tourmente et Thiers avait fait dire « On ne parle plus du socialisme et on fait bien, nous en sommes débarrassés ».

Le parti de l'ordre pouvait honorer Monsieur Thiers et ouvrir une souscription pour remercier la Vierge en faisant élever sur la Butte « le Sacré-Cœur » de Montmartre.

Il pouvait aussi remercier Bismarck pour l'aide qu'il avait apporté au gouvernement de Versailles. Après avoir offert de faire rétablir l'ordre par son armée, il s'était rangé aux raisons de Thiers, soucieux d'éviter des remous dans le pays et s'était mis à sa disposition pour lui rendre des prisonniers et assurer un cordon sanitaire autour de Paris.

Des télégrammes ont subsisté qui en attestent (à cette époque, on ne déménageait pas encore les archives).

Pour le blocus de Paris (Thiers à Favre alors à Frankfort pour négocier) :

« Versailles, le 19 mai 1871 - 10 H - soir.

Il n'y a pas de fait militaire à signaler. Le commissaire de police de Saint-Germain annonce que 4 000 prussiens occupent la presqu'île du Vésinet et empêchent le passage de tout soldat français. Du côté de Vincennes, le commandant bavarois a protesté contre la présence dans le fort d'une garnison supérieure à 200 hommes ».

De Frankfort le 20 mai, Favre télégraphie à Thiers :

« Le chancelier demande à nous aider pour en finir le plus vite possible. Il consent à ce que vous preniez les prisonniers enlevés pour l'Algérie. Il veut en outre en faire rentrer 30 000 dès demain puis 30 000 encore et ainsi jusqu'à ce qu'il ne lui en reste plus, seulement il demande par où il faut les faire passer. Je lui ai répondu Charleville et Thionville ».

Le 21 de Thiers à Favre à 9 H du matin :

« Mon cher collègue, remerciez Monsieur de Bismarck du soin qu'il met à nous envoyer nos prisonniers. Je regrette que vous ayez oublié des points d'arrivage. Les trois points continuellement désignés et pratiqués sont : Charleville, Lunéville et Vesoul. Si l'administration allemande trouve plus commode de faire des envois par la Belgique, nous acceptons cette direction, mais il faudrait que nous fussions avertis sur-le-champ pour préparer sur cette frontière un point de réception et d'organisation : Valenciennes pourrait être le point d'arrivée. Je vais m'entendre avec le ministre de la Marine, afin de savoir si nous avons des passeports maritimes préparés pour prendre des prisonniers à Glückstadt ou Anvers ».

Du même jour à 12 H 30 :

« Que Monsieur de Bismarck soit bien tranquille. La guerre sera terminée dans le courant de la semaine. Je supplie Monsieur de Bismarck de nous laisser accomplir nous-même cette répression du brigandage antisocial qui a pour quelques jours établi son siège à Paris. Ce serait causer un nouveau préjudice au parti de l'ordre en France et dès lors en Europe que d'agir autrement. Que l'on compte sur nous, et l'ordre social sera vengé dans le courant de la semaine ».

Le chancelier de fer charge Jules Favre de poser à Thiers la question suivante (télégramme du même 21 mai à 16 H 30) :

« Si la Commune demande la médiation de commandants allemands, devons-nous accepter ou refuser ? »

Thiers et Favre sont d'accord pour que l'Allemagne n'accepte pas.

Reste l'hypothèse que les insurgés se constituent prisonniers des troupes allemandes et là, la solution de Jules Favre est astucieuse et juridique.

« Il faut les interner en Allemagne et nous ferons de suite agir la Justice pour demander leur extradition ».

Les divisions de Mac-Mahon ont pénétré dans Paris et c'est la joie à Frankfort au reçu du télégramme que Thiers a expédié à 7 H du soir pour faire l'annonce, la réponse de Favre ne tarde pas (adressée à Barthélemy Saint Hilaire).

« J'ai reçu votre bonne nouvelle avec une joie inexprimable. Nos cœurs sont avec vous tous. Félicitez Monsieur Thiers, exprimez-lui ma reconnaissance et mon admiration. Mon entrevue avec Monsieur de Bismarck a changé de caractère ».

Ainsi Monsieur de Bismarck et Monsieur de Thiers étaient en règle avec « leur international ».

Après l'armistice de 1918 on a rendu la politesse et renvoyé des prisonniers allemands pour aider à l'écrasement de la révolution spartakiste de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.

• • •

Les communards sont morts pour la Liberté, mais aussi pour la Vérité, comme sont morts ou mourront encore les fédérés de toutes les communes du monde, abattus par leurs Versaillais.

- Ceux de Fourmies, ceux de Madrid montant derrière Ascaso à l'assaut de la caserne de la Montana aux cris de « Viva la muerte », ceux de Barcelone dans l'esprit de notre F.: Francisco Ferrer.
- Ceux du ghetto de Varsovie, ceux de Budapest, de Prague, ceux de la rue d'Isly.
- Et ceux de Santiago au côté de notre F.: Allende.

TOUS LES SACRIFICES DE TOUTES LES RAISONS D'ETAT.

Il ne peut pas être dit que la Maçonnerie a été l'instigatrice de la Commune.

Pour la raison pertinente qu'issue d'un fait local imprévu, il est manifeste que cet événement considérable ne pouvait pas être l'aboutissement d'un quelconque « complot ».

Pendant les événements et surtout après l'écrasement, certains dignitaires prirent leurs distances avec le mouvement communaliste.

Sentiments personnels ou souci de la permanence de l'Ordre ?

On a cherché à minimiser l'importance de la présence maçonnique.

Parmi les six mille participants à la manifestation de l'Hôtel de Ville, il y aurait eu une partie de Compagnons.

Et après ?

Pourquoi les maçons spéculatifs et les héritiers des bâtisseurs de cathédrale n'auraient-ils pas été fraternellement mêlés ?

On a dit « parmi les dirigeants de la Commune aucun n'était dignitaire de l'Ordre ».

Dans cette assemblée élue - où le tiers étaient des ouvriers - est-ce une surprise ?

La surprise et l'admiration est que ces mêmes ouvriers ont eu les responsabilités les plus importantes et qu'ils ont su adresser au monde le message d'espoir de Liberté, d'Égalité et de Fraternité qui est le nôtre.

Si la Maçonnerie en tant que telle n'était pas présente, le sens que nos F.: ont donné à l'action de la Commune était bien maçonnique.

Ce que certains plus tard, appelleront ses faiblesses étaient bien à l'image des vrais maçons.

Respect de la personne humaine, répugnance à tuer, respect d'une propriété qu'ils pensaient être celle des autres.

Écoutons notre F.: Eugène Pottier :

On l'a tuée à coups de chassepot
A coups de mitrailleuses
Et roulée avec son drapeau
Dans la terre argileuse
Et la tourbe des bourreaux gras
Se croyait la plus forte
Tout ça n'empêche pas
Nicolas
Qu'la Commune n'est pas morte.
Tout ça n'empêche pas
Nicolas
Qu'la Commune n'est pas morte.

J'ai dit.

• • •

L'affaire Jecker

En 1852 le jeune avignonnais Raousset-Boulbon, après avoir dilapidé son héritage en compagnie de quelques amis dont Alfred de Musset, partit pour refaire fortune au Mexique.

Il obtint du général Arista, alors président de cette république, une concession d'un territoire très vaste « La vallée de la Sonora ».

Le président Arista le mit en relation avec la banque Jecker-Torre et Cie.

Raousset-Boulbon s'opposa au président suivant, le général Santa Anna, qui le fit exécuter en avril 1854 ; il n'avait pas encore 37 ans.

Le banquier suisse Jecker qui a été l'associé de Raousset-Boulbon a, en février 1859, pris un accord avec le nouveau président (Miramon) en contrepartie d'un intérêt très usuraire pour la récupération des sommes que sa banque avait engagées dans l'affaire de « la Sonora ».

En 1860 notre F. : Benito Juarez qui a chassé Miramon refuse de prendre cette créance en charge.

Jecker, qui lui aurait promis 30% des sommes récupérées, gagne Morny à sa cause. Celui-ci lui fait obtenir la nationalité française et insiste pour que son demi-frère Napoléon III réclame la créance au Mexique.

Parallèlement, l'Impératrice Eugénie en contact avec Miramon en exil, convainc son mari de la nécessité de sauver le Mexique de l'anarchie des anticléricaux de Juarez, en faisant de ce pays un royaume chrétien gouverné par Maximilien, frère de l'Empereur d'Autriche, et va réussir à déclencher cette expédition désastreuse de 1863 à 1867.

• • •

Les hommes de lettres distants : Catulle Mendès - A. France.

Opposés ou franchement hostiles : Barbey d'Aurevilly - Gobineau - Lecomte de l'Isle - Théophile Gautier - Zola - Ernest Renan - Alphonse Daudet (ce dernier ancien secrétaire du duc de Morny).

D'Alexandre Dumas fils : « Nous ne disons rien de leurs femelles, par respect pour les femmes à qui elles ressemblent... quand elles sont mortes ».

Favorables : Dalou (auteur du monument de la place de la Nation à Paris) - Rodin - Van Gogh - Cézanne - Gauguin - Monet - Daumier.

• • •

Circulaire adressée par Eugène Varlin, le 26 août 1865 aux maîtres et ouvriers relieurs.

« Le développement de l'industrie doit avoir pour résultat l'augmentation du bien-être de tous. La production augmentant chaque jour par l'extension de l'emploi des machines, le riche ne suffit plus à la consommation, et, pour cela, il faut à l'ouvrier un salaire assez élevé pour acquérir, et le temps nécessaire pour pouvoir posséder.

Le fait matériel de l'augmentation du labeur par l'emploi de nouvelles machines et de moyens plus expéditifs de travailler suffirait pour demander une réduction de travail nécessaire au repos du corps, mais l'esprit et le cœur en ont surtout besoin.

L'instruction nous est rendue impossible par l'emploi de notre journée. Et sa puissance moralisante.

Les devoirs du père de famille, les besoins du ménage, les joies de l'intérieur nous sont impossibles et inconnues, l'atelier absorbe nos forces et toutes nos heures ».

• • •

En fondant le 1^{er} mai 1866 la société civile d'Epargne et de crédit mutuel des ouvriers relieurs de Paris, Varlin inscrit dans les articles 2 et 3 des statuts l'égalité des droits des relieurs et des relieuses. Montrant ici encore qu'il est un initiateur.

• • •

Lettre d'Eugène Varlin à Albert Richard (délégué lyonnais à la 1^{ère} Internationale) - 20 novembre 1869.

« Nous pourrions surtout commencer l'étude des moyens d'organiser le travail aussitôt la révolution faite, car il faut que nous soyons prêts ce jour, si nous ne voulons pas être frustrés encore une fois. La suppression de toutes les institutions qui nous gênent sera facile, nous sommes à peu près d'accord là-dessus ; mais l'édification sera plus difficile, car les travailleurs n'ont pas encore d'idée commune sur ce point, très peu ont quelque chose d'arrêté dans leur imagination. Il est cependant essentiel que nous soyons prêts, de telle sorte qu'en substituant tout d'un coup une bien meilleure organisation à celle que nous ferons disparaître, les plus incrédules et les plus rétifs soient immédiatement avec nous ».

• • •

Sections régionales ayant leur épicentre à Lyon de la 1^{ère} Internationale :

St Etienne - Le Creusot - Givors - Fleurieu/Savre - Neuville sur Saône - Tournon -
Vienne - Grenoble - St Symphorien d'Ozon.

Pour Marseille - Aix - Villefranche - La Ciotat.

Sections aussi à Besançon - Mulhouse - Reims - Cosme - Cambrai - Roubaix - Lille et
Amiens.

Parmi les plus puissantes aussi Rouen - Elbeuf et aussi Caen - Lisieux - Condé sur
Noireau en Normandie.

En Bretagne celle de Brest.

• • •

ANNEXE 7

Le 16 juin 1869 la troupe tire sur les grévistes à la Ricamarie, 13 morts et 9 blessés.

En Octobre, grève des ouvriers mineurs à Aubin dans l'Aveyron ; la troupe tire, 14 morts, 20 blessés.

• • •

- 1) Camille Treillard (1800 - 1871) ancien proscrit de 1851 nommé par la Commune directeur général de l'assistance publique, fut arrêté à son domicile et exécuté le 24 mai dans la cour de l'école polytechnique. La veuve rapporte le lendemain les 37 440 F 80 qui appartenaient à l'assistance publique.

- 2) Lagrange qui avait été de l'affaire Lecomte et Clément Thomas avait réussi à s'évader de la « fosse aux lions » de Versailles, après avoir profité quelque temps de la liberté ; désespéré de l'avenir, il était revenu rejoindre ses compagnons de lutte, après avoir non sans difficulté réussi à se faire reconnaître de la police. Jugé parmi les premières vagues d'inculpés, il fut condamné à mort et fusillé en même temps que Verdaguer et notre F.: Herpin-Lacroix.

• • •